



**PREFET DU PUY DE DOME**

**DIRECTION RÉGIONALE DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET  
DU LOGEMENT**

**ARRÊTÉ N° 12/00153**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 03/03879 du 19 novembre 2003  
autorisant la poursuite d'exploitation  
de l'installation de stockage de déchets du Treuil  
sur les communes de Saint-Diéry et de Saint-Nectaire  
par rehausse du casier n°2**

Le Préfet de la région Auvergne  
Préfet du Puy-de-Dôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, son titre 1er du livre V et notamment l'article R.521-31 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 03/03879 du 19 novembre 2003 autorisant la poursuite d'exploitation de l'installation de stockage de déchets du Treuil à Saint Diéry et Saint Nectaire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 09/02245 du 26 août 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 03/03879 du 19 novembre 2003 autorisant la poursuite d'exploitation de l'installation de stockage de déchets du Treuil à Saint-Diéry et Saint-Nectaire

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 11/00199 du 4 février 2011 modifiant l'arrêté préfectoral n° 03/03879 du 19 novembre 2003 autorisant la poursuite d'exploitation de l'installation de stockage de déchets du Treuil à Saint-Diéry et Saint-Nectaire

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 ;

**Vu** le courrier de demande du SICTOM des Couzes du 20/10/2011 et du dossier transmis à l'appui de cette demande ;

**Vu** la demande d'autorisation d'extension de l'ISDND du Treuil déposée par le SICTOM des Couzes le 5/08/2011 en préfecture et du dossier transmis à l'appui de cette demande ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 23 novembre 2011 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis en date du 16 décembre 2011 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été (a eu la possibilité d'être) entendu,

**Vu** le projet d'arrêté porté le 22 décembre 2011 à la connaissance du demandeur,

**Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet,.....

**CONSIDÉRANT** la situation conjoncturelle de déficit de capacités de traitement de déchets non dangereux dans laquelle le département du Puy-de-Dôme se trouve depuis 2011, en raison du retard pris dans la mise en service du pôle départemental de traitements intégrés dit " Vernéa " qui était prévue en 2011 mais ne devrait pas intervenir avant mi-2013 ;

**CONSIDÉRANT** que dans les conditions actuelles de l'autorisation, l'ISDND du Treuil devrait être saturée au 31 décembre 2011 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir le fonctionnement du service public du traitement des déchets des collectivités, en préservant la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la durée de la procédure d'autorisation de l'extension de l'ISDND du Treuil en cours ne permet pas de garantir cette continuité du service public du traitement des déchets du SICTOM des Couzes ;

**CONSIDÉRANT** que la décision du SICTOM des Couzes d'arrêter tout rejet de lixiviats non conformes dans le milieu naturel permet de gérer la période transitoire pendant laquelle une installation de traitement efficace est en cours de construction ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification sus-visée permet un aménagement optimal de l'installation de stockage de déchets non dangereux du Treuil sur les communes de Saint Diéry et de Saint Nectaire tout en ne conduisant ni à augmenter la surface d'exploitation ni à accroître le tonnage global autorisé de plus de 25 000 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** de ce qui précède que cette modification ne peut être considérée comme substantielle ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient également de renforcer les prescriptions d'exploitation de l'ISDND du Treuil afin de tenir compte de la sensibilité du milieu naturel de rejets des lixiviats traités ;

**CONSIDÉRANT** que des arrêtés complémentaires fixant toutes les prescriptions additionnelles pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement peuvent être pris, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications proposées par l'inspection des installations classées dans son rapport en date du 23 novembre 2011 ne peuvent être considérées comme substantielles car notamment elles n'entraînent pas de nouveaux impacts sur l'environnement ;

L'exploitant entendu ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy de Dôme ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 -

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés d'autorisation du SICTOM des Couzes, pour son installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire des communes de Saint-Diéry et de Saint-Nectaire, au lieu-dit «Le Treuil», sont modifiées suivant les dispositions du présent arrêté.

### ARTICLE 2 - AUTORISATION D'EXPLOITER

Au premier alinéa de l'article 1-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003, les mots « jusqu'au 31 décembre 2011 » sont remplacés par « jusqu'au 31 décembre 2013 ».

### **ARTICLE 3 - LIMITE DU STOCKAGE**

« Le tableau de composition de la zone de stockage des déchets est modifiée par le tableau suivant :

Identification des casiers	Surface en fond de casier	Volume maximal des déchets	Cote maximale de réaménagement	Fin de période d'exploitation	Équipements	
					Barrière passive/active	Captage du biogaz
Casier ordures ménagères	14 000 m <sup>2</sup>	28 000 m <sup>3</sup>	787,5 m NGF	2008	non/non	oui
Casier encombrants	8 000 m <sup>2</sup>	24 000 m <sup>3</sup>	782,5 m NGF	2008	non/non	oui
Casier 2	3 600 m <sup>2</sup>	47 300 m <sup>3</sup>	786 m NGF	31/12/2013	oui/oui	Oui, à l'avancement

### **ARTICLE 4 - COLLECTE DES LIXIVIATS**

Les paragraphes de l'article 3-6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 de « Le traitement des lixiviats... » à « ...modifications de la station d'épuration » sont remplacés par :

« Les lixiviats sont collectés dans un ou des bassins adaptés correctement dimensionnés d'une capacité totale d'au minimum 800m<sup>3</sup>. Un dispositif permet de connaître leur volume de manière a minima mensuelle. Les lixiviats sont ensuite :

- soit pompés et expédiés vers une installation externe capable de les traiter,
- soit traités sur site par une installation capable d'atteindre les performances fixées à l'article 5-3 avant d'être rejetés directement dans la Couze Chambon. »

### **ARTICLE 5 - DRAINAGE COLLECTE ET TRAITEMENT DES BIOGAZ**

L'article 3-7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 est modifié de la manière suivante :

Les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> paragraphes sont remplacés par :

« Le casier de déchets ménagers et le casier d'encombrants sont fermés et équipés de 10 puits de captage du biogaz. Ils sont verticaux, perforés, en PEHD ou en béton, de diamètre 600mm, ancrés à 3 ou 4 mètres de profondeur, et ont un rayon d'action minimum de 20 mètres.

Lors du comblement final des casiers, des drains horizontaux en PEHD sont disposés à l'intérieur de tranchées de drainages comblées par de la pouzzolane. Ces drains sont reliés aux puits et au réseau de collecte pour diriger le biogaz vers l'unité de traitement. »

Le paragraphe « Le site disposera d'un dispositif... » à « d'une capacité de 50 m<sup>3</sup>/h sera installée » est remplacé par :

« Le captage du biogaz du casier 2 est réalisé à l'avancement par des drains horizontaux dès que la masse de déchets enfouis le permet. Ces drains horizontaux sont complétés, si nécessaire par des puits de captage verticaux.

Le site est équipé d'un réseau de captage du biogaz permettant son acheminement vers une unité de traitement d'une capacité suffisante pour atteindre les performances imposées à l'article 5-1 du présent arrêté »

### **ARTICLE 6 - GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT**

L'article 3-8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 est modifié de la manière suivante :

Les 2 dernières phrases du second paragraphe de « Le bassin prévu... » à « ...matériaux argileux » sont remplacées par :

« Les eaux de ruissellement internes sont acheminées vers le bassin de rétention étanche de 1500 m<sup>3</sup> dimensionné pour une pluie décennale. Le bassin de rétention est équipé d'une vanne manuelle en sortie, normalement fermée afin de retenir les eaux en cas de pollution accidentelle et chronique. Ce bassin de rétention, sert également de réserve incendie. La disponibilité en eau doit être d'au moins 480 m<sup>3</sup>. Un accès pompier au bassin est aménagé.

Le débit de rejet maximum, après contrôle du pH et de la conductivité, est limité à 10L/s. »

## ARTICLE 7 - AMÉNAGEMENT DES POINTS DE REJETS

Les 2 dernières phrases de l'article 3-9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 de « Cependant, les effluents traités... » à « ... arrive à la Couze Chambon » sont supprimées.

## ARTICLE 8 - REJETS DES EFFLUENTS DANS LE MILIEU NATUREL

Le tableau de l'article 5-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 est remplacé par le tableau suivant :

Paramètres	Concentration maximale des rejets traités
Azote kjeldahl	391 mg/l dont au maximum 150mg/L de NH <sub>4</sub>
Azote total	30 mg/l si flux journalier max > 50 kg/j.
Matières en suspension totale (MEST)	100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j. 35 mg/l au delà
Carbone organique total (COT)	70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l si flux journalier max. < 100 kg/j. 125 mg/l au delà.
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 mg/l si flux journalier max. < 30 kg/j. 30 mg, au delà.
Phosphore total en moyenne annuelle	2 mg/L si flux compris entre 0,5 kg/j et 8 kg/j 1 mg/L si flux supérieurs à 8 kg/j
Phénols 0,1 mg/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Métaux totaux dont :	15 mg/l
Chrome total	100 µg/l
Cr6+	100 µg/l si le rejet dépasse 1g/j.
Cd	4 µg/l
Pb	5 µg/l
Hg	25 µg/l
As	100 µg/l
Al	15 000 µg/l
Cu	60 µg/l
Sn	3510 µg/l
Ni	870 µg/l
Zn	800 µg/l
Fluor et composés	15 mg/l si le rejet dépasse 150g/j.
CN libres	70 µg/l
Hydrocarbures totaux 10 mg/l	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.
Pyrène	15 µg/l
Phénanthrène	65 µg/l
Naphtalène	1200 µg/l
Polychlorobiphényles (PCB)	1 µg/l

Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

La phrase de l'article 5-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 « Les flux mentionnés... » à « ...l'ensemble des casiers » est remplacée par : « Les flux mentionnés dans le tableau précédent sont les flux déterminés à partir des concentrations des rejets mesurées en sortie de station de traitement. »

#### **ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET TRAITEMENT DES LIXIVIATS**

La phrase de l'article 5-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 : « Ces analyses seront complétées [...] PH » est remplacée par : « Ces analyses sont complétées avec les paramètres suivants : la conductivité, l'ammoniaque, les chlorures, les sulfates et le pH »

#### **ARTICLE 10 - CONTRÔLE DES EAUX SOUTERRAINES**

La phrase de l'article 5-5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 : « La fréquence des prélèvements [...] phase d'exploitation » est remplacée par : « La fréquence des prélèvements et des analyses des eaux souterraines est semestrielle lors de la phase d'exploitation »

#### **ARTICLE 11 - CONTRÔLE DES EAUX DE RUISSELLEMENT**

L'article 5-7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03/03879 du 19 novembre 2003 est modifié de la manière suivante :

Le deuxième alinéa est remplacé par « Une analyse de pH et une mesure de conductivité des eaux des bassins mentionnés à l'article 3-8 « gestion des eaux de ruissellement » sont réalisées avant chaque rejet concerté.

Le cinquième alinéa est remplacé par : « En cas d'anomalie, c'est-à-dire pour une conductivité supérieure à 3000 µS/cm ou un pH inférieur à 6,5 ou supérieur à 8,5, les paramètres fixés pour le rejet des effluents liquides dans le milieu naturel et visé à l'article 5-3 sont analysés. Si l'anomalie est confirmée, un traitement des eaux de ruissellement est nécessaire avant rejet »

#### **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

##### **12.1 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative de Clermont-Ferrand :

1° Par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

##### **12.2 Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié au SICTOM des Couzes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de Monsieur le Préfet du Puy de Dôme et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département concerné par l'exploitation.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de Saint-Diéry et de Saint-Nectaire pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les maires.

### **12.3 Exécution et ampliation**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, Messieurs les maires de Saint-Diéry et de Saint-Nectaire ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée à :

- La délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé,
- L'unité territoriale de la DIRECCTE, service d'inspection du travail
- La Direction Départementale de la Protection des Populations, service de la Sécurité Civile
- La Direction Départementale des Territoires, service de l'urbanisme et service de l'eau
- au Responsable de l'Unité Territoriale Allier – Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 11 janvier 2012  
pour le Préfet et par délégation  
le secrétaire général  
signé